

Auteur : Isabelle AUFRÈRE, 1<sup>ère</sup> adjointe

Type d'acte : acte réglementaire

Date de mise en ligne : 09/09/2022



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MAIRIE DE MONTAUBAN-DE-LUCHON**

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Feuillet 143-2022

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE RÈGLEMENTANT LE STATIONNEMENT  
RUE DE SAINTE CHRISTINE ET PLACE DES LAOUADES**

Arrêté n°2022-066A

Le maire de Montauban de Luchon,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie routière et le Décret n°89-631 du 4 septembre 1989.

Vu le Code de la Route.

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété.

Vu la demande en date du 8 septembre 2022 déposée par le bénéficiaire dénommé **Cassagne électricité et TP Saint-Gaudens**, représenté par Monsieur Cyril AUDOUIN domicilié 105 avenue de Boulogne – 31800 SAINT-GAUDENS,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Afin de permettre l'extension du réseau basse tension en souterrain, le stationnement sera **interdit** sur la Place des Laouades et dans la rue Sainte-Christine.

**Article 2 :** Ces dispositions entreront en vigueur à partir du lundi 12 septembre 2022 à 8h et resteront applicables jusqu'au vendredi 16 septembre 2022 à 17h, les conditions normales de stationnement seront rétablies à la fin des travaux. Les moyens de signalisation seront mis en place par **Cassagne électricité**.

**Article 3 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4 :** Il sera publié sur le site internet de la mairie de Montauban de Luchon, ainsi qu'aux extrémités du chantier.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal administratif de Toulouse par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 TOULOUSE Cedex7) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 6 :** Le Maire de Montauban-de-Luchon, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bagnères de Luchon et l'entreprise Cassagne électricité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MONTAUBAN-DE-LUCHON  
Le 9 septembre 2022

Pour le Maire empêché,  
La 1<sup>ère</sup> adjointe,  
Isabelle AUFRÈRE.

  
